

*Questions orales*LES DROITS D'ENTRÉE AMÉRICAINS SUR LES PNEUS
MICHELIN FABRIQUÉS AU CANADA ET LES
NÉGOCIATIONS DU GATT

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Je pose la question supplémentaire suivante au ministre de l'Industrie et du Commerce. Indépendamment des discussions de principe qu'on aura avec les représentants du GATT à la prochaine réunion de cet organisme, une protestation officielle a-t-elle été formulée au GATT en ce qui concerne l'imposition de ce droit compensateur par le gouvernement américain? Sinon, pourquoi?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur.

M. Nowlan: Pourquoi?

LA POSSIBILITÉ DE DROITS COMPENSATEURS SUR LES
PRODUITS AMÉRICAINS FABRIQUÉS DANS LE CADRE DU
PROGRAMME DISC

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai moi aussi une question supplémentaire pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme les procédures d'appel au sujet des droits compensateurs aux États-Unis ne permettent pas à la Société Michelin d'interjeter appel avant un an, c'est-à-dire avant la fin de 1973, ce qui est un peu tard pour sauvegarder des emplois, et comme la note envoyée par le gouvernement canadien au gouvernement américain ne fait aucune allusion à la plus importante de toutes les mesures protectionnistes, c'est-à-dire le programme américain DICS, le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement canadien examine la possibilité de percevoir des droits compensateurs sur les produits de toutes les entreprises américaines qui exportent au Canada dans le cadre du programme DISC?

• (1430)

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la réponse à la dernière partie de la question est non, nous ne songeons pas à le faire pour l'instant.

* * *

RADIO-CANADA

L'IMPÔT SUR LE REVENU DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT
AUX ÉTATS-UNIS

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Elle fait suite à ma question d'il y a quelque temps sur un rapport présenté à la Chambre par le comité permanent des comptes publics. Le ministre a-t-il consulté Radio-Canada, et quelles mesures ont été prises pour recouvrer les impôts qui n'ont pas été payés.

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Oui, monsieur l'Orateur, je me suis entretenu avec le président de la Société et des membres de son personnel. Je devrais avoir une réponse précise d'ici un jour ou deux.

[L'hon. M. Jamieson.]

M. Hales: Monsieur l'Orateur, comme j'ai posé la question il y a deux semaines, je demanderais au ministre d'y répondre le plus tôt possible.

* * *

LES COMMUNICATIONS

BELL CANADA—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LA
CAMPAGNE PUBLICITAIRE RELATIVE À L'INSTALLATION
D'APPAREILS SUPPLÉMENTAIRES

M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière le ministre de la Consommation et des Corporations a eu l'obligeance de dire qu'il demanderait aux fonctionnaires de son ministère d'enquêter au sujet de la possibilité que Bell Canada fasse de la publicité fallacieuse. Je me demande si cette enquête a été effectuée et si le ministre est maintenant en mesure de faire rapport à la Chambre?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): On me dit que certaines annonces ont été examinées à la lumière des dispositions concernant la publicité fallacieuse de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. On me signale en outre que l'enquête n'a révélé aucune infraction. Toutefois, je transmettrai volontiers aux fonctionnaires de la direction des coalitions tout autre renseignement que le député pourrait posséder, afin de pouvoir étudier l'affaire de façon plus approfondie.

* * *

LA CULTURE CANADIENNE

LA POLITIQUE RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT D'UN
CONSEIL CONSULTATIF DU MULTICULTURALISME—LE
CHOIX DES MEMBRES ET LE MANDAT

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Peut-il dire à la Chambre si, d'après la politique officielle du gouvernement, un conseil consultatif chargé d'étudier les questions multiculturelles sera établi?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur telle est la politique du gouvernement.

M. Yewchuk: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre chargé du multiculturalisme. Peut-il dire de quelle façon seront nommés les membres de ce conseil? Seront-ils simplement désignés par le gouvernement ou les divers groupes culturels seront-ils priés de proposer des noms?

L'hon. Stanley Haidasz (ministre d'État): Monsieur l'Orateur je remercie le député de l'intérêt qu'il porte à la politique du gouvernement en matière de multiculturalisme ainsi qu'au conseil consultatif. J'ai le plaisir de l'informer que les chefs d'organismes culturels ethniques ont été invités à faire part de leurs suggestions et de leurs recommandations. J'examine en ce moment les nombreuses propositions de caractère très positif que nous avons reçues et je me propose de soumettre aussitôt que possible un rapport au premier ministre.

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre responsable du multiculturalisme. Peut-il nous indiquer quel est le mandat du conseil consultatif et quand cet organisme compte tenir sa première réunion?